

**Risque Pays Coface :
La solidité des entreprises d'ores et déjà affectée par la crise systémique
en Europe et le risque politique dans les pays émergents**

Avertissement : L'évaluation risque pays Coface mesure le niveau moyen de risque d'impayés présenté par les entreprises d'un pays dans le cadre de leurs transactions commerciales. Elle ne concerne pas la dette souveraine. Pour la déterminer, Coface combine les perspectives économiques, politiques et financières du pays, l'expérience de paiement de Coface et l'environnement des affaires du pays. Les évaluations se situent sur une échelle de 7 niveaux : A1, A2, A3, A4, B, C, D.

A l'occasion de son 16e Colloque Risque Pays, Coface alerte d'emblée sur le caractère systémique de la crise actuelle dont la zone euro est l'épicentre. En 2012, l'économie européenne sera caractérisée par une récession à - 0,1%, alors que la croissance se stabilisera aux Etats-Unis à 1,6% et rebondira au Japon à 1,8%, ce qui permettrait donc d'éviter le retour au pire de la crise 2008-2009, caractérisée par une récession synchronisée des trois grandes zones avancées. Au total, la croissance des pays avancés sera de 1,1% en 2012. Les pays émergents devraient maintenir une croissance à 5,1%, perdant 0,6 point de PIB par rapport à 2011. L'Europe émergente sera la zone la plus exposée à une intensification de la crise de la zone euro, via le canal commercial et le canal du crédit bancaire externe.

Par ailleurs, parmi les risques à surveiller, on relève le grand retour du risque politique dans les pays émergents.

Entreprises européennes, victimes de la nouvelle crise systémique globale

La période qui s'étend du second semestre 2009 au premier semestre 2011 fut un court répit pour l'économie mondiale. En effet, la conjoncture globale se dégrade depuis l'été 2011 avec l'aggravation de la crise dans la zone euro. Coface a observé une nette rupture du comportement de paiement des entreprises depuis le second semestre 2011 qui a vu une nette remontée des impayés. Sur l'ensemble de 2011, Coface enregistre une progression de 19% des incidents de paiement dans le monde, avec une montée particulièrement prononcée de 28% pour les entreprises de la zone euro.

Cette dégradation de la solidité moyenne des entreprises prouve que la crise prend un nouveau virage et atteint une dimension systémique globale avec l'entrée en crise de l'Italie. La situation paraît différente du choc de 2008 en raison de cet effet de taille critique, mais aussi du fait de l'imbrication financière accrue et de l'exposition des banques communautaires et extracommunautaires aux dettes souveraines européennes.

« En l'absence de réponse rapide à la crise de la part des institutions, les anticipations négatives du marché financier ont éveillé la défiance des acteurs de l'économie réelle. Paradoxalement, ce sont les entreprises, pourtant mieux gérées que jamais, qui subissent le contrecoup de cette crise. En 2012, la conjonction d'une croissance très affaiblie en Europe et d'un possible assèchement du crédit pourrait affecter de manière sensible le risque de crédit des entreprises », souligne François David, Président de Coface.

Dans ce contexte dégradé, Coface abaisse d'un cran, à **A4**, l'évaluation de **l'Italie** et de **l'Espagne**, l'une fragilisée par un endettement public massif, l'autre par l'endettement de son secteur privé. Ces deux grandes économies d'Europe du Sud subiront en outre une contraction de l'activité en 2012. Depuis le début de l'année 2011, Coface constate une montée d'environ 50% des incidents de paiement des entreprises des deux pays.

Vulnérabilité accrue de l'Europe émergente à la contraction de la demande européenne

C'est l'Europe émergente qui souffrira le plus de la contraction de la demande et du flux de financement de la zone euro. En raison de leur exposition aux dettes souveraines de la zone euro, les banques ouest-européennes se verront obligées de réduire le soutien à leurs filiales, ce qui affectera l'octroi de crédits aux entreprises. Or, les créances des banques européennes représentent 70% du PIB est-européen et on estime qu'1/5^e de la croissance des années 2000 en Europe de l'Est s'explique par le dynamisme du crédit transfrontalier. Un tarissement du crédit européen aurait un impact majeur sur l'activité en Europe émergente, ces économies étant en outre bien souvent caractérisées par un secteur privé très endetté en devises.

Les économies ouvertes verront leur croissance divisée par deux, passant de 4,1% en 2011 à 2% en 2012. Les évaluations A2 de **la République tchèque** et de **la Slovaquie** ainsi que l'évaluation A3 de **la Slovaquie** ont été mises sous surveillance négative. **La Hongrie**, qui fait face à une défiance accrue des investisseurs, a été déclassée en **B**. L'exposition au risque italien et la vulnérabilité de l'activité induite par un choc de change conduisent Coface à abaisser à **B** l'évaluation de **la Croatie**.

Les pays émergents, rattrapés par le retour du risque politique

La vague de troubles politiques en Afrique du Nord et au Proche et Moyen-Orient marque un tournant en 2011 dans les émergents : le retour du risque politique. Coface a d'ailleurs, en 2011, enregistré plusieurs impayés au titre du risque politique. La vague de changements de régimes s'explique par une montée inexorable du désir de renouveau dans les sociétés des pays émergents. Elle traduit un profond problème de frustration économique et politique amplifié par l'élargissement des classes moyennes et par des mutations socioculturelles (accès à l'internet, baisse du taux de fécondité, voyages). Dans les démocraties émergentes comme les états latino-américains, les frustrations s'expriment via la criminalité, alors que dans les régimes autoritaires, les changements de régime se matérialisent en cas d'incapacité des Etats à répondre aux aspirations de plus en plus pressantes de la population, tant en termes de droits politiques que d'accès à l'emploi et à l'entrepreneuriat.

Le processus de transformation politique en cours dans la zone Afrique du Nord / Moyen-Orient, n'est pas sans conséquences sur les évaluations de certains pays. L'évaluation de **l'Egypte**, dont les finances publiques et les comptes extérieurs sont sous pression, a été déclassée en **C** en grande partie à cause des incertitudes majeures entourant le scénario politique en 2012. En **Syrie**, déclassée en **D**, la situation extrêmement tendue et les sanctions internationales auront des répercussions défavorables sur la croissance économique et les finances publiques.

Coface a décidé de lever la surveillance positive de l'évaluation **D** du **Nigéria**. En effet, la gouvernance problématique reste un élément-clé du risque de non paiement des entités du pays.

Contact presse : Maria Krellenstein / 33 (0)1 49 02 16 29 / maria_krellenstein@coface.com

A propos de Coface

Le groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour gérer leurs créances commerciales. En 2010 le Groupe a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,6 milliard d'euros. 6 400 collaborateurs assurent un service de proximité dans 66 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 156 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 250 arbitres.

En France, le Groupe gère également des garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

Coface est filiale de Natixis dont les fonds propres (Tier 1) s'élèvent à fin décembre 2010 à 16,8 milliards d'euros.

www.coface.com

ANNEXE

MODIFICATIONS DES EVALUATIONS RISQUE PAYS

	Pays	Octobre 2011	Décisions Janvier 2012
Europe de l'ouest	Espagne	A3↓	A4
	Italie	A3↓	A4
Europe émergente	Slovénie	A2	A2↓
	République tchèque	A2	A2↓
	Slovaquie	A3	A3↓
	Croatie	A4↓	B
	Hongrie	A4	B
Autres pays émergents	Egypte	B↓	C
	Nigéria	D↗	D
	Syrie	C↓	D
	Ghana	C	C↗
	Mongolie	D↗	C
	Sierra Leone	D	D↗